

Introduction

M Albert Chominot, Benoît Daviron, Mr Michel Griffon

Citer ce document / Cite this document :

Chominot Albert, Daviron Benoît, Griffon Michel. Introduction. In: Économie rurale. N°234-235, 1996. Globalisation des économies agricoles et alimentaires. Situation et prospective. pp. 3-9;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1996.4796>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1996_num_234_1_4796

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Globalisation des économies agricoles et alimentaires

Qu'est ce que la globalisation ?

Le mot globalisation a été largement diffusé par l'OCDE vers la fin des années 1980 et s'est peu à peu imposé en langue française comme synonyme de mondialisation. Charles Oman en donne quatre sens (Oman, 1995) correspondant à quatre phénomènes mondiaux : la fin de la bipolarité politique et économique entre l'Est et l'Ouest, l'essor rapide des marchés financiers mondiaux en raison de leur déréglementation et de l'irruption des nouvelles technologies de l'information, l'internationalisation des activités des entreprises de l'industrie et des services, et enfin l'apparition d'inquiétudes générales vis-à-vis des menaces écologiques mondiales.

Pour les économistes, globalisation est souvent synonyme d'abaissement des barrières à la circulation des biens. La concurrence internationale en est avivée, ce qui amènerait les pays à établir de nouvelles protections à l'échelle de grandes régions internationales. En ce sens, la régionalisation serait une réaction à la mondialisation.

La globalisation peut aussi être analysée autrement. Il s'agit surtout - toujours pour Charles Oman - d'un phénomène mondial de diffusion de nouveaux modes d'organisation des entreprises : à la suite de la crise du système de production de type "fordien" ou "taylorien", s'instaure un système que l'on qualifie de "production flexible".

La production flexible est un mode d'organisation destiné à rendre les entreprises plus facilement adaptables aux évolutions rapides de leur environnement (variation des taux de change, concurrence plus forte). La flexibilité conduit les entreprises à réduire au minimum les stocks, à adapter les rythmes de production à la demande, à améliorer la qualité, et à innover en continu. Cela ne peut se faire que si les salariés sont directement impliqués dans la réalisation des objectifs, et donc si se développent entre les employés et les employeurs des relations contractuelles d'un nouveau type. L'expérience a montré que l'organisation taylorienne (hiérarchique et compartimentée) ne pouvait plus convenir. Elle fait place à des formes où l'autonomie et la décentralisation des décisions ont une grande place. Les entreprises tendent à être éclatées en ensembles, coordonnées par des centres stratégiques. Les entreprises relevant de groupes différents peuvent être amenées à mieux se coordonner (par exemple pour améliorer la qualité) ce qui change les formes de la concurrence.

Au total, la globalisation résulterait de deux évolutions principales. D'une part, l'évolution du comportement micro-économique des firmes qui, pour s'adapter à la concurrence internationale, seraient conduites à s'organiser de manière "flexible". D'autre part, l'évolution des gouvernements qui chercheraient à constituer des zones régionales de libre-échange espérant une nouvelle prospérité économique à l'abri de frontières régionales ou utilisant les nouveaux espaces régionaux comme étape intermédiaire vers la concurrence mondiale.

Le concept de globalisation a été imaginé surtout pour décrire les phénomènes observés dans l'économie industrielle et des services. On doit donc s'interroger sur son applicabilité à l'agriculture et aux industries agricoles et alimentaires. Pour cela, on posera les questions suivantes : les marchés agricoles et alimentaires se globalisent-ils ? Les tendances à la régionalisation sont-elles plus fortes que les tendances à la mondialisation ? Observe-t-on un mouvement vers des modes d'organisation post-tayloriens ?

Les marchés agricoles : quelles évolutions ?

Du point de vue marchand, on admet qu'il y a "globalisation" lorsque le produit est conçu d'abord et avant tout pour le marché mondial. Cette vision s'applique peut-être assez bien à des produits destinés en quasi-totalité à l'échange en dehors de leurs territoires de production, tels le café ou le cacao. Elle ne paraît guère correspondre à la situation des denrées alimentaires de base, céréales, oléagineux, sucre, etc., ni aux produits de l'élevage pour lesquels l'échange international porte principalement sur des surplus dégagés au-delà de la consommation nationale.

Pourtant, la "globalisation" est de plus en plus présentée comme la caractéristique majeure des marchés agricoles observables dans la période récente, et plus encore dans le proche avenir. On attire ainsi l'attention sur une tendance à développer les productions agricoles aussi bien pour l'échange international que pour le marché domestique. Cette tendance répondrait à deux facteurs principaux.

Dans une vision très libérale, et peut-être optimiste, on souligne que la demande alimentaire totale s'accroît, dans l'ensemble du monde, du fait de la progression démographique et l'évolution des revenus. Certes, les années 1970 ont connu un accroissement notable, mais épisodique, de la demande d'importations alimentaires, résultat de la forte augmentation des revenus créés par les pétrodollars ou bien de la politique d'achats massifs de l'URSS. Le mouvement récent serait plus soutenu, dans la mesure où des pouvoirs d'achat se dégagent dans l'ensemble du monde, et plus particulièrement dans certaines régions très peuplées et aux ressources agricoles limitées, telle l'Asie de l'Est.

Le deuxième facteur de globalisation résulterait alors de la tendance à la libéralisation initiée par les accords internationaux ou régionaux récents, qui mettent de plus en plus les partenaires de l'échange en situation de concurrence ouverte. En même temps que s'érodent protections et subventions à l'exportation, les possibilités d'accès à tous les marchés s'accroissent.

Ces observations sont toutefois fort inégalement vérifiées sur les marchés agricoles et il convient de faire la part entre le mouvement réel des échanges et les attentes exprimées à leur endroit par les opérateurs ou les États.

Les échanges internationaux de produits alimentaires croissent comme la production mondiale de 1960 à 1975, et plus vite que la production dans la décennie suivante. Depuis 1985, les deux mouvements s'effectuent de nouveau au même rythme. Au cours de la période récente, l'échange se développe plus lentement que la production pour les grandes denrées de base, céréales, oléagineux, sucre, boissons tropicales ; il s'accroît plus vite pour les produits destinés à l'élevage, les viandes blanches et poissons, et surtout pour les fruits et légumes.

Les tendances des progressions en volume font apparaître, au cours de la période 1980-1993, trois groupes : ceux pour lesquels l'échange fait plus que doubler, tels les légumes, les poissons, les tourteaux, les viandes rouges ; ceux pour lesquels il s'accroît de 20 % environ, tels le thé, le sucre, les oléagineux. On souligne enfin que, dans cette période, la tendance des marchés internationaux de céréales est à la quasi-stabilité.

L'évolution régionale des marchés alimentaires internationaux mérite également examen. On y décèle une hiérarchie mouvante des régions et des phénomènes plus ou moins marqués de proximité.

Les échanges intra-CEE, qui représentaient 5 % du commerce mondial en 1960, en constituent 33 % désormais. Depuis 1986, la CEE rattrape les USA dans l'ensemble international, à 20 % environ du total. Dans le même temps, certains pays en voie de développement, en particulier d'Extrême-Orient, montent en puissance. A côté de l'Union européenne et des États-Unis, un troisième pôle exportateur, asiatique, est en constitution, mais l'Asie assure aussi aujourd'hui 30 % des importations mondiales. D'autres régions s'essouffent sur la scène internationale, comme l'Amérique latine. D'autres enfin chutent, en particulier l'Afrique sub-saharienne.

Sous l'appellation de "globalisation", la scène mondiale présente donc une grande diversité, selon les produits alimentaires et selon les régions. La tension vers un élargissement des échanges, nourrie par les rapports d'offre et de demande et par l'évolution des politiques commerciales des États, n'en est pas moins nette. A-t-elle des chances de se manifester plus fortement encore dans le long terme ?

Les travaux de prospective effectués à cet égard attirent l'attention sur un accroissement vraisemblable de la demande effective "globale", c'est-à-dire "sur l'ensemble du monde". Ainsi, l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) suggère-t-il, pour la période 1990-2020, une augmentation de 55 % de la demande de grains alimentaires, de 75 % pour les produits de l'élevage, de 50 % pour les racines et tubercules. Par suite des évolutions de population et de revenu, ces croissances devraient être plus fortes dans les pays en voie de développement, globalement et *per capita*.

On s'attend à des modifications des rations dues à l'évolution des revenus et à l'urbanisation : la consommation directe de céréales devrait baisser au bénéfice des produits de l'élevage ; il y aurait substitution du blé au riz et aux racines et tubercules. On peut estimer que la demande pour le riz augmentera deux fois moins vite que celle pour le blé et le maïs.

La demande pour les céréales devrait suivre l'évolution de la consommation de produits animaux, mais à travers des quantités décroissantes par unité produite, du fait de la technique et de la substitution des viandes blanches aux viandes rouges.

Cette vision quantitative globale prolonge en quelque sorte l'observation selon laquelle la production alimentaire mondiale est aujourd'hui suffisante pour nourrir l'humanité, aux problèmes de distribution près qui font que la sécurité alimentaire est loin d'être assurée pour tous : plus de 700 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une nourriture leur permettant de mener une vie saine. Les perspectives de long terme établissant la vraisemblance d'un équilibre d'ensemble entre des offres et des demandes agricoles et d'une diversification des rations ne doit pas faire perdre de vue l'importance de l'effort à accomplir pour résorber significativement sous-nutrition et malnutrition. A cet égard, il convient de ne pas laisser la "globalisation" fonctionner comme un leurre.

Il faut d'ailleurs souligner que les évolutions quantitatives esquissées par l'IFPRI supposent un régime des échanges marqué par la libéralisation, tout particulièrement dans les États à économies centralisées ou étroitement administrées. Certes, on précise que de tels mouvements appellent la circonspection, car le remplacement d'organismes para-étatiques peu efficaces par des oligopoles ou des monopoles privés n'est pas forcément un progrès : des marchés "libres" ne sont pas forcément des marchés "concurrentiels". La politique commerciale des États doit, ici, faire preuve de finesse.

La libéralisation des échanges constitue cependant une hypothèse forte dans l'élaboration de ces vues prospectives. Elle fonde une conception du développement agricole lié à un commerce international croissant par lequel les pays s'engagent moins vers la recherche de l'autosuffisance que vers celle de l'autonomie, sur la base de spécialisations judicieuses et de l'échange. Dans ce mouvement de "libéralisation globale", l'intégration régionale jouerait un rôle sans cesse croissant.

Mondialisation ou régionalisation ?

Prenant comme point de départ une division du monde en trois grands ensembles (Eurafrrique, Asie, Amérique) on doit constater que la régionalisation de facto, c'est-à-dire comme processus d'intégration par développement des échanges, progresse. La part des échanges internes aux trois grands ensembles dans les échanges mondiaux est passée de 50 % à 57 % entre 1980 et 1994. Ce phénomène prend toutefois des formes et des rythmes très différents pour chacun de ces grands ensembles.

En Asie, où le mouvement est le plus fort, il repose sur une dynamique d'échanges clairement centrés sur le marché japonais mais aussi sur le développement de la demande des nouveaux pays en voie d'industrialisation de la région.

Les relations commerciales agricoles entre les différents pays d'Asie correspondent assez bien à l'image de formation en V (K. Akamatsu, 1967) décrivant le processus de développement régional et d'intégration préférentielle dans la région. Le Japon a été le premier, suivi de près par la Corée du Sud

et Taiwan à diversifier sa production agricole par la production de soja et de maïs afin de produire les aliments de bétail nécessaires à l'accroissement de la demande en viande. Ces pays demandent alors aux autres de leur fournir des compléments en cultures diversifiées ou en productions animales par le biais d'investissements ou de sous-traitance internationale. Au fur et à mesure que les autres pays accèdent à un meilleur niveau de vie et à l'autosuffisance en riz permise par la Révolution Verte, eux aussi diversifient leurs modes de consommation alimentaire et leur production agricole. Ils sont alors amenés à leur tour à faire produire par des tiers les produits de diversification dont ils ont besoin. Les premiers pays accèdent alors à une industrialisation rapide et arrivent à saturation de leurs capacités de production agricole. Ils cherchent alors à importer encore plus de produits agricoles et de produits alimentaires manufacturés provenant des seconds et des tiers. La croissance de l'agriculture et des industries alimentaires des pays en développement d'Asie est tirée par les importations des pays à revenu intermédiaire de la même région. Il s'agit donc bien d'un phénomène d'intégration régionale de proximité. Sa tendance n'est cependant pas protectionniste. Elle obéit plutôt à la stratégie des grands groupes alimentaires japonais et des capitaux chinois de la région.

L'avenir des échanges asiatiques reste cependant bien difficile à décrypter et dépend pour beaucoup de l'évolution de la situation chinoise. Dans quelle mesure la Chine peut-elle s'auto-approvisionner en céréales, dans quelle mesure aura-t-elle recours à l'importation ? Quel rôle la production chinoise et l'échange international joueront-ils dans la sécurité alimentaire du pays et dans le développement de la consommation ?

Les quinze dernières années ont connu un changement drastique et une performance extraordinaire de l'économie agricole chinoise. La politique agricole est désormais dans une phase critique : trouvera-t-elle la juste voie de l'ouverture, indispensable et mesurée, sur les marchés internationaux et de la production nationale ?

Sur le continent américain le développement des échanges se fait sur une base bipolaire (au Nord et au Sud) mais avec une tendance à l'affaiblissement des relations entre les deux parties.

En Amérique du Nord, les échanges des États-Unis avec ses voisins ont connu ces dernières années un développement remarquable. La mise en place de l'ALÉNA (Association de Libre Échange Nord-Américain) est notablement renforcée par la dynamique de l'investissement extérieur.

Pour les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, la question est de savoir si les changements apportés par l'ALÉNA aux conditions d'accès des produits agricoles mexicains sur le marché des USA vont déplacer les exportations des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes et conduire à une déviation des investissements nord-américains du bassin caraïbe vers le Mexique. En effet, pour ces pays, qui ont adopté une stratégie de libéralisation des échanges et d'insertion croissante dans les marchés internationaux, la contribution de l'agriculture au commerce extérieur est significative, c'est le seul secteur dont le solde est positif dans une balance commerciale déficitaire. Avec deux tiers des exportations sur le marché des USA, le développement économique de la région est conditionné par la performance de son commerce agricole sur ce seul marché.

Il faut toutefois constater que l'Amérique latine manifeste aussi un mouvement patent de recentrage de son commerce extérieur. Les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), représentant 45 % de la population, 50 % de son produit brut et 53 % des exportations agricoles de l'Amérique latine, jouent évidemment ici un rôle moteur du fait même de leur poids dans l'économie de la région mais aussi du degré d'avancement du processus de libéralisation. Pour le Brésil et l'Argentine le Mercosur représente un débouché croissant pour les exportations de produits agro-alimentaires. Mais ce recentrage des échanges dépasse le cadre du Mercosur. Les relations de proximité jouent à plein dans ce phénomène : Colombie/Venezuela, Argentine/Chili, à l'intérieur de l'Amérique centrale et entre les pays andins.

Reste l'Eurafrrique qui semble marcher à contre-courant. Dans cet "ensemble", les échanges internes ne manifestent qu'un très faible dynamisme en regard de la croissance des échanges mondiaux de produits agricoles. Cette atonie est liée tout d'abord à l'effondrement des échanges entre pays d'Europe de l'Est. Mais elle est aussi provoquée par l'absence de croissance des échanges entre l'Union européenne et ses voisins à l'exception des "plus proches", Maroc ou Turquie par exemple.

Alors que les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ne tirent pas profit jusqu'ici des avantages des accords d'association, on constate une divergence, quant à la politique agricole dans une Union élargie, entre ceux qui remettent en cause la Pac elle-même et ceux qui estiment que la réforme porte ses fruits. La Pac n'est pas actuellement en crise, il est peu probable qu'une nouvelle réforme radicale soit envisagée. Mais les PECO ont besoin d'orientations claires, sur les prix, les paiements compensateurs, les quotas de production. Quelle stratégie, dès lors, pour l'Union européenne ?

Les relations commerciales agricoles et alimentaires entre l'Europe et la Méditerranée sont marquées par de grands déséquilibres. Pour l'Union européenne, le marché céréaliier des pays méditerranéens constitue un enjeu politique et commercial de grande importance car la concurrence avec les États-Unis et l'Australie est forte. Pour les pays méditerranéens, l'Europe est vue comme un grand importateur potentiel. Mais la Communauté européenne a toujours imposé des restrictions non tarifaires importantes (contingentement, calendrier d'importation). Ces restrictions ont été renforcées avec l'entrée de la Grèce (1981) et de l'Espagne et du Portugal (1986). Elles concernent les tomates, les agrumes, l'huile d'olive et un grand nombre de produits primeurs. Les accords du Gatt obligent à transformer ces barrières non tarifaires en droits de douane. Récemment, les discussions Euro-méditerranéennes, devant aboutir à échéance à la définition d'une zone de libre échange, ont écarté le secteur agricole. Mais le respect des accords du Gatt amènera nécessairement à libéraliser les échanges dans ce secteur.

Plusieurs facteurs concourent à ce mouvement constaté de développement des échanges régionaux ou de proximité. Les dynamiques d'investissements extérieurs (firmes japonaises en Asie du Sud-Est et en Chine, firmes des États-Unis au Mexique et au Canada) et la construction de réseaux d'approvisionnement par l'intégration ou la quasi-intégration y contribuent fortement. Mais la régionalisation *de jure* avec la signature d'accords commerciaux (Mecosur, ALENA) ou la mise en place de processus d'intégration progressive (ASEAN) en est évidemment aussi un moteur puissant. Ce mouvement d'intégration "par le haut" à lui-même plusieurs origines. Il répond en partie à une logique de réaction face à construction de l'Union européenne (la forteresse Europe) mais ce n'est pas sa principale motivation. Plus fondamentalement c'est bien plus la recherche d'économie d'échelles, et la volonté de casser les situations rentières des monopoles et cartels nationaux qui le guident. Pour les pays en développement, ce processus de construction d'accords régionaux se différencie clairement des initiatives antérieures et en particulier de celles impulsées par la Cnuced dans les années 1960. Aujourd'hui, il s'agit d'abord de renforcer la position dans la compétition internationale des pays qui participent aux accords.

La globalisation dans l'agriculture et les industries liées s'accompagnera-t-elle d'un mouvement post-taylorien ?

Depuis vingt ans maintenant, les marchés internationaux de produits agricoles et alimentaires manifestent une instabilité chronique que les prochaines années devraient voir perdurer. Sur ce point, l'agriculture et l'agroalimentaire sont bien confrontés, comme l'industrie, à une contrainte de flexibilité accrue.

Et en effet, nul doute qu'en France et dans les pays de l'OCDE en général, on s'efforce aujourd'hui de "penser à l'envers", pour reprendre le joli titre de l'ouvrage de B. Coriat (1991), c'est-à-dire d'imaginer une agriculture qui permette "une production en série restreinte de produits différenciés et variés", mais aussi, et c'est là une des particularités du secteur, une agriculture qui entretienne d'autres rapports avec les ressources naturelles. Débat largement entamé mais loin d'être clos. Comme l'illustrent les différentes contributions de "La grande transformation de l'agriculture" (G. Allaire, R. Boyer, 1995), il est certes possible d'établir la crise de l'ancien modèle mais encore très délicat de préciser les fondements du nouveau. Il faut en outre constater que dans ce débat, ce sont d'abord les autres "productions" de l'agriculture ou plutôt de l'agriculteur, les fameuses externalités (pollutions, paysages...), qui sont en jeu. On est loin du "toyotisme" et de sa principale caractéristique qui est d'autoriser des gains de productivité plus que conséquents.

Il est vrai que la contrainte de compétitivité ne pèse pas de la même façon dans le secteur agricole que dans le secteur industriel. Certaines caractéristiques de la demande font écho à cette recherche d'une "autre agriculture". La spécificité de la consommation alimentaire soustrait à la concurrence internationale une bonne partie des produits. Pour le consommateur, la nécessité de lever l'incertitude relative à la "qualité" du produit (qualité gustative et sanitaire), donne une importance de premier ordre à son origine géographique et à la façon dont il est "fabriqué". Cette attente du consommateur est relayée par les diverses attestations de spécificité. La grande distribution, ou une partie d'entre elle, peut aussi contribuer à cet allègement de la concurrence "extérieure". Confrontée à la concurrence des "maxi-discounters" certaines de ces entreprises mettent en œuvre des stratégies de différenciation par la qualité et, pour ce faire, s'appuient sur des réseaux locaux de fournisseurs sous-traitants.

Au-delà, pour la plus grande partie du monde, y compris pour tout un pan de l'agriculture des pays de l'OCDE, l'enjeu demeure bien de produire plus, à moindre coût et dans un environnement instable. Peut-on entrevoir l'émergence d'un nouveau modèle d'organisation de la production et des industries agro-alimentaires susceptible de répondre à ce défi ?

Il semble clair que si un nouveau modèle doit s'imposer ces prochaines années par une compétitivité exceptionnelle, celui-ci ne viendra pas du Japon. Boutade certes mais qui montre bien les limites d'une transposition mécanique des analyses relative à l'industrie. Le nouveau viendrait-il alors de ces pays de l'Asie en développement qui conquièrent les marchés depuis 20 ans ? Rien n'est moins sûr. En effet, une bonne partie de la concurrence de ces "nouveaux pays agricoles" ressemble à "du neuf fait avec du vieux". Des agricultures peu ou pas protégées ni trop taxées – dans le cadre des stratégies de développement par promotion des exportations – dont la croissance est d'abord extensive, plus de terre et plus de travail, ce qui n'exclut pas l'intégration des acquis de la Révolution Verte.

D'ailleurs, "l'agriculture du fordisme" a-t-elle véritablement épuisé toutes ses réserves de productivité ? On peut en douter au regard de l'évolution de la production laitière européenne depuis l'instauration des quotas, ou la dynamique de la production de volaille aux États-Unis, qui ne semble pas s'appuyer sur une remise en cause particulière du mode d'organisation de la production et de la filière. Pour ce qui concerne les productions végétales, un certain nombre d'innovations dans l'industrie semencière (semence transgénique) est susceptible de donner un nouveau souffle au modèle d'intensification "classique".

Dès lors, pour "produire plus à moindre coût et avec flexibilité" l'avenir n'est-il pas plus à un renouvellement des politiques agricoles que des modèles techniques ? En effet, les formes d'intervention de l'État peuvent contribuer, et grandement, ou au contraire, limiter, la flexibilité des appareils de production. Tel est bien un des enjeux de la nouvelle loi agricole américaine. Dans la préparation du Farm Bill 1995, les exigences de la réduction de la charge budgétaire et de la législation agricole ont été étroitement mêlées. Les forces qui conduisent à la nouvelle politique agricole et alimentaire sont celles du double déficit budgétaire et commercial, le changement du paysage politique et l'équité des programmes en cours. Mais, la réduction du soutien des prix, la suppression de toute régulation, sont aussi liées à la perspective de conquête de parts de marché dans un monde où la demande de produits agricoles est croissante et constitue, sur l'ensemble du globe, un seul marché "global". Est-ce, avec la "liberté de produire", la fin tant de fois annoncée de la politique agricole ? Dans tous les cas, cette nouvelle loi, tout en garantissant une certaine stabilité du revenu des producteurs, devrait clairement leur donner une capacité de réponse accrue aux "signaux du marché" en choisissant "à tout instant" le produit le plus porteur sur les marchés internationaux.

Nul doute que la flexibilité s'accroît aussi avec le démantèlement des accords de produits, des caisses de stabilisation et autres offices de commercialisation en Afrique et en Amérique latine, mais ici les producteurs agricoles "se retrouvent sans filets". Dans la lecture du vaste mouvement de réforme des politiques agricoles qui traverse le monde, la distinction, que relèvent D. Leborgne et A. Lipietz (1992) entre "flexibilité offensive" et "flexibilité défensive", pourrait être reprise avec profit.

Conclusion

L'analyse des marchés internationaux montre que l'on entre dans une période où les États n'auront plus le rôle d'interface qu'ils avaient dans le passé avec le marché international. Les entreprises agricoles et industrielles sont ainsi directement en prise avec le marché mondial. On passe donc d'un marché international à un marché global. Ce changement qualitatif des formes de marché marque une rupture avec le passé. En revanche, on ne note pas de changement important dans le rythme de progression des échanges internationaux agricoles, même si l'ouverture du commerce agricole et alimentaire chinois et la croissance espérée des agricultures des économies anciennement socialistes pourraient provoquer demain une accélération de la croissance du volume des échanges.

Cette tendance à la globalisation s'accompagne aussi d'un mouvement général de régionalisation. Dans certains cas, la régionalisation est conçue comme une réaction à la constitution d'espaces régionaux rivaux. Dans d'autres cas, il s'agit d'un phénomène de développement d'échanges de proximité dans le cadre de stratégies des États, ou résultant simplement des décisions des firmes. Les firmes ne jouent en effet pas systématiquement un jeu global. Elles ont souvent intérêt à développer des réseaux notamment dans les régions où les taux de change entre les monnaies sont stables afin de limiter les risques de change. Par ailleurs, dans le domaine agro-alimentaire, les grandes entreprises restent liées aux zones géographiques de concentration des consommateurs et aux bassins de production agricole. La tendance à la régionalisation existe donc bien. Mais les formes qu'elle prend ne sont pas destinées à entraver la progression vers la globalisation des marchés. Mieux, la régionalisation pourrait apparaître comme une étape intermédiaire vers la globalisation.

Enfin, la progression du volume des échanges agricoles et alimentaires mondiaux, et la tendance à la libéralisation des marchés vont renforcer la concurrence, et vraisemblablement encore accroître la variabilité des prix. Ces nouvelles conditions devraient logiquement amener les secteurs de la production agricole, de la production alimentaire et de l'agro-fourriture à être plus flexibles, c'est-à-dire à adopter les modes d'organisation et les politiques permettant d'adapter les niveaux de production, de productivité et de qualité aux conditions de fluctuation du marché global.

Toutefois, la polarisation des échanges autour d'un nombre limité de grands marchés – la Triade (États-Unis, Union européenne, Japon) et le Mercosur – dans le cadre de relations préférentielles (*de facto* ou *de jure*) avec les pays les plus proches est bien une menace pour les périphéries lointaines. Quelle place reste-t-il dans les échanges agricoles pour l'Amérique centrale, l'Afrique sub-saharienne ou l'Asie centrale ?

Albert CHOMINOT, INA-PG

Benoît DAVIRON, CIRAD • Michel GRIFFON, CIRAD.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Akamatsu K. **A theory of unbalanced growth in the world economy**. In *Weltwirtschaftliches Archiv*, Universität de Kiel, 1967, p. 218-231.
- Allaire G., Boyer R. (ed). **La grande transformation de l'agriculture**. Paris, Economica, 1994.
- Oman C. **Globalisation et régionalisation : quels enjeux pour les pays en développement ?** Paris, OCDE, 1994, 145 p.
- Coriat B. **Penser à l'envers : travail et organisation dans l'entreprise japonaise**. Paris, Christian Bourgeois, 1991, 185 p.
- Leborgne D., Lipietz A. **Flexibilité offensive, flexibilité défensive. Deux stratégies sociales dans la production de nouveaux espaces économiques**. In G. Benko et A. Lipietz (ed), *Les régions qui gagnent*, Paris, PUF, 1992, pp. 347-377.